



Veille au grain – Bourgogne

7^{ème} lettre d'information 2012

Dijon, le 11 novembre 2012,
par Alice MARTIN.

Bonjour à toutes et à tous !

L'étude de Gilles-Eric SERALINI a continué à nourrir de nombreux débats depuis sa sortie, une fois de plus nous allons essayer de vous les résumer. Merci à tous ceux qui m'ont envoyé des retours positifs sur la dernière lettre !

Bonne lecture !

Actualités de Veille au grain

L'émission de radio **Cultivons la vie** continue sur RCF Parabole. Elle est diffusée les jeudi et dimanche des semaines paires. La prochaine émission est la 6^{ème}, avec comme invitée Anne LOTHORE de BioBourgogne Association. Elle sera diffusée les :

- ✓ jeudi 15 novembre à 11h15
- ✓ dimanche 18 novembre à 9h00.

Sur notre site il y a désormais une **rubrique spéciale** consacrée à cette émission.

Vous trouverez également sur notre site **le rapport de notre stagiaire Anastasia FREMIOT** qui a fait cet été une étude sur le gaspillage alimentaire. Ce thème est de plus en plus abordé dans les médias et des actions ponctuelles de sensibilisation sont organisées pour « **dénoncer le gâchis alimentaire** ».

Actualités bourguignonnes

12 novembre	Tous cobayes	Dijon (21)
15 novembre	OGM cachés et vulnérabilités d'une société confortable	Quetigny (21)
23 novembre (19h)	Carrément Cornichon	Maison des Associations, Dijon (21)
24 novembre	Les moissons du futur	Dijon (21)
24 et 25 novembre	La terre en jeux, enjeux citoyens	Dijon (21)
30 novembre	Pesticide mon amour	Toucy (89)
30 novembre (et tous les derniers vendredis du mois)	Marché bio local	Nanton (71)



Le **Conseil régional de Bourgogne** a renouvelé son **Vœu pour une Région sans OGM** lors de la session plénière du 22 octobre 2012.

Une nouvelle émission de radio interpelle les dijonnais sur l'environnement : **Le Pissenlit !**

RADIO
DIJON
CAMPUS
92.2

LE PISSENLIT
Le magazine sur votre environnement

Vos questions, vos témoignages,
vos propositions,
APPELEZ EN DIRECT LE :
03 80 66 33 54
ou écrivez à :
pissenlit@dijon.radio-campus.org

en direct
de 9h à 10h
le 3^{ème} samedi du mois

Veille au grain - Bourgogne

OGM

Les suites des critiques à l'encontre de l'étude menée par SERALINI

Comme nous l'écrivions dans [notre précédente lettre](#), l'étude du Professeur SERALINI a été très critiquée. Des [critiques virulentes](#) à l'égard de cette étude ont notamment émané de six Académies nationales (Agriculture, Vétérinaire, de Médecine, de Pharmacie, des Sciences, des Technologies - <http://www.academie-sciences.fr/activite/rapport/avis1012.pdf>).



Heureusement, un membre de ces si prestigieuses Académies, **Paul DEHEYVELS**, s'insurge

contre ce « mauvais procès » : « sans même avoir lu leur déclaration, je me dois d'attirer l'attention du public sur le fait que le dit communiqué ne peut engager l'une ou l'autre de ces académies dans leur ensemble. [...] Etant le seul membre de l'Académie des sciences représentant la discipline des statistiques en tant que telle, il aurait été normal que je sois consulté, et tel n'a pas été véritablement le cas. »

Les réponses apportées et les soutiens reçus

Gilles-Eric SERALINI a [répondu lui-même](#) à ses détracteurs, notamment dans l'émission **OGM, vers une alerte mondiale ?** diffusée sur Arte le 16 octobre, ainsi qu'au cours de son [audition à l'Assemblée Nationale](#). Il estime que « les différentes agences chargées de l'évaluation de ces substances [*le maïs NK603 et le Round'Up*] » ont tout mis en œuvre pour « discréditer [sa] recherche ».

Par ailleurs **Joël SPIROUX**, co-auteur de l'étude et [Président du CRIIGEN](#), ainsi que **Corinne LEPAGE**, Présidente d'honneur, Députée européenne, apportent eux aussi des réponses en images :

1. [En quoi cette expérience sur les OGM est-elle unique ?](#)
2. [Sa puissance statistique est-elle suffisante ?](#)
3. [A propos du nombre de rats ?](#)
4. [A propos du choix de la race ?](#)
5. [A propos de l'alimentation des rats ?](#)
6. [A propos du Round'Up ?](#)
7. [Pourquoi les américains mangent des OGM sans avoir de problèmes ?](#)
8. [A propos de l'EFSA ?](#)
9. [A propos des données de l'étude ?](#)
10. [Votre position sur le secret industriel ?](#)
11. [Pourquoi avoir organisé une étude secrète ?](#)
12. [Pourquoi avoir imposé une étude de confidentialité à la presse ?](#)
13. [Le CRIIGEN est-il indépendant ?](#)

Le journal satirique **Le Canard Enchaîné** a de son côté publié une savoureuse description de ses détracteurs. En voici un extrait : *Sans préjuger des éventuelles failles de l'étude, il n'est pas inintéressant de savoir qui sont vraiment ceux qui la pourfendent avec une telle véhémence.*

Marc FELLOUS est co-fondateur de l'Association Française des Biotechnologies Végétales, organisme très indépendant, 26 de ses 71 membres ayant des liens directs avec les marchands d'OGM...

Gérard PASCAL était membre éminent de la Commission du Génie Biomoléculaire, dont FELLOUS était président jusqu'en 2007. Or, en 2004, celle-ci avait donné un avis « favorable » à la culture expérimentale du maïs OGM NK603, celui-là même qu'a ausculté SERALINI. On mesure mieux la grande indépendance de son jugement d'aujourd'hui. Il a travaillé pour Nestlé, Danone, le Centre d'information des viandes, et il est membre du Fonds Français pour l'alimentation et la santé et de l'ANIA, le club des industriels de l'agroalimentaire. Mieux, il œuvre pour l'International Life Sciences Institute, institut hautement indépendant financé par près de 500 groupes industriels de l'alimentation, de la chimie (BASF, DuPont), des pesticides et des OGM, dont... Monsanto.

Nos deux esprits libres ont également reçu le soutien d'un troisième expert tout aussi exemplaire, **Louis-Marie HOUEBINE**, directeur de recherche honoraire de l'INRA, [...] co-fondateur de BioProtein Technologies, spécialisé dans les OGM animaux, [...] président de l'Association Française pour l'Information Scientifique dont le célèbre rhumatologue Marcel-Francis KAHN a claqué la porte en 2008, au motif qu'elle était « devenue une sorte de lobby pro-OGM ».

Le Professeur SERALINI a reçu de nombreux soutiens de la part de collègues, notamment **Christian VELOT** qui, dans une lettre ouverte intitulée « **OGM : Il a montré leur toxicité, il doit être exécuté** » (en référence à la chanson **La Vérité** de Guy BEART), qui dénonce le lynchage en règle dont fait l'objet le chercheur : « Et la furie continue : c'est tout récemment les académies scientifiques qui s'en mêlent en rendant publique une analyse très sévère de l'étude de GES. Alors là, évidemment, même si les académies le disent... Doit-on rappeler l'avis de l'académie de médecine sur l'amiante qui en minimisait les risques et confortait les thèses du lobby de ce poison ? Doit-on rappeler l'avis de l'académie des sciences sur les dioxines qui en minimisait la toxicité et concluait que ces dernières ne constituaient pas un risque majeur pour la santé publique ? On peut donc leur faire confiance... »

De son côté, le député **Noël MAMERE** a estimé que cette étude était « l'objet d'une véritable guerre lancée par les multinationales », ajoutant que celles-ci étaient « aidées par beaucoup d'instances scientifiques dites indépendantes ».

Suite à cette étude, 130 organisations exigent la transparence et réclament la suspension provisoire des autorisations du maïs NK603 et du Roundup. La liste est sur le [site de Générations Futures](#) et une page [Facebook](#) a aussi été créée.

Ce que demandent les différentes instances suite à cette étude

Inf'OGM publie un dossier spécial sur l'étude de SERALINI dans son [numéro 119](#) (novembre / décembre 2012) où sont détaillées les diverses réactions, et notamment celles de l'**ANSES** (l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire) et du **HCB** (Haut Conseil des Biotechnologies) qui, malgré les critiques formulées, **demandent** que soient engagées « des recherches visant à décrire les effets potentiels sur le long terme d'OGM ». Cette demande a été ensuite appuyée par celle du [gouvernement français](#).

Mais au fait, « ces instances », ne seraient-elles pas critiquables elles aussi ?

Une [lettre ouverte](#) a été publiée en soutien à SERALINI, signée par un grand nombre de scientifiques qui estiment qu'« une large part de la faute ultime dans cette controverse revient aux organismes publics de régulation » car ils ont « entériné les protocoles [sans se doter de moyens](#) (ou sans beaucoup en octroyer) pour détecter les conséquences des OGM ». Le **RES** critique d'ailleurs au minimum les [incohérences de l'ANSES](#).

Par ailleurs, un rapport de la Cour des comptes européenne dénonce [de graves conflits d'intérêts](#) au sein de quatre instances communautaires dans la protection de la santé et de la sécurité alimentaire. Le site de **rue89** nous apprend ainsi que, « sans surprise, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) est en tête du tableau, en particulier pour les liens étroits que certains de ses experts entretiennent avec le lobby des géants de l'agroalimentaire (Monsanto, Unilever, Syngenta, Bayer, Nestlé...). »

Cela prouve que certains de nos représentants **veillent au grain** eux aussi ! Comme par exemple ces députés qui ont réussi à [retirer leur badge d'accès à l'Assemblée Nationale](#) à quelques firmes agro-alimentaires telles que Monsanto.

A noter également : les sénateurs écologistes ont suivi les recommandations de la Fondation Sciences Citoyennes et ainsi proposé [la création d'une Haute autorité de l'expertise scientifique](#) afin de **protéger les lanceurs d'alerte** souvent sanctionnés par leur hiérarchie et de garantir l'indépendance de l'expertise.

Il est effectivement **urgent que la qualité et l'indépendance de l'expertise puissent être garanties**. L'association Inf'OGM vient de publier un livret sur ce sujet intitulé « **Expertise des OGM : l'évaluation tourne le dos à la science** »¹ qui critique et questionne l'ensemble de l'évaluation dite « scientifique » des plantes génétiquement modifiées (PGM) en France et dans l'Union européenne. Vous pourrez y découvrir notamment que « les entreprises qui demandent une autorisation de commercialisation pour une PGM [ne fournissent pas toujours des analyses de toxicologie](#) aux agences en charge de l'évaluation du dossier. Et l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (AESAs), qui s'est montrée particulièrement prompte à rejeter l'étude de SERALINI, ne semble guère s'en émouvoir. »

Autres actualités sur les OGM

La [démission de John DALLI](#) (commissaire européen chargé de la consommation et de la santé), soupçonné de corruption, a fait grand bruit, d'autant qu'il était fortement critiqué pour avoir attribué un mandat à l'EFSA concernant les [perturbateurs endocriniens](#) (PE). Juste après cela, et en pleine polémique sur l'étude du CRIIGEN, [la Commission européenne a autorisé un nouvel OGM](#) à la commercialisation : **le maïs MIR162 de Syngenta**,

¹ Ce document de 60 pages est vendu au prix de 6 € mais est également téléchargeable gratuitement depuis le site d'Inf'OGM [infogm.org](#) pour les bourses les plus modestes.

génétiqumment modifié pour résister à des insectes. Le député européen **Jean-Luc MELENCHON** a estimé que le gouvernement français était **complice de cette décision** de par son abstention lors de la procédure d'autorisation. L'association Inf'OGM relève elle de son côté que « si rien n'interdisait à la Commission européenne de prendre une telle décision, il faut souligner que le calendrier suivi n'apaisera pas les débats », d'autant que nombre de scientifiques et d'ONG réclament vainement la transparence totale et pour tous sur les données brutes des études conduites par les entreprises telles que Monsanto.

Le Conseil d'Etat a **reconnu comme illégaux** les arrêtés municipaux d'interdiction des OGM : les maires ne sont donc pas compétents pour interdire la culture d'OGM sur le territoire de leur commune.

OGM et semences

Rappelons que la problématique des OGM est intimement liée à celle des **semences paysannes** en ce sens que les OGM sont payants alors que les paysans se battent pour garder le droit de ressemer librement leurs graines. Cela va d'ailleurs pour nous bien au-delà de la question de la toxicité de ces organismes. Or il y a en ce moment plusieurs actualités sur ce sujet.

Au niveau national, concernant la **loi sur les certificats d'obtention végétale** (COV) adoptée le 28 novembre 2011 : son décret d'application, qui devrait préciser les conditions dans lesquelles les agriculteurs seront autorisés à trier et donc à réutiliser une partie de leurs semences pour préparer la récolte suivante, n'est toujours pas sorti. Le Ministre de l'Agriculture français, Stéphane LE FOLL, **souhaite que** l'ensemble des variétés, y compris anciennes, puisse intégrer le catalogue officiel. Malheureusement il estime également que la gratuité des semences n'est pas une bonne piste quand il s'agit de les protéger et donc d'en protéger le brevet afin d'encourager la recherche...

Au niveau européen, la Commission a proposé récemment deux nouveaux règlements sur la commercialisation des semences. Après consultation des gouvernements et des services de la commission, un projet officiel devrait être proposé au Conseil et au Parlement européens début 2013. Le **Réseau Semences Paysannes**, qui estime que cette proposition est une menace de plus contre la liberté des paysans, **appelle à faire barrage** à ces règlements.

Ces atteintes aux droits des agriculteurs et au droit à l'alimentation ont vocation à s'exporter. L'Europe est en effet depuis cinquante ans le laboratoire de lois semencières qu'elle impose sur toute la planète avec les Accords de Libre Échange.

Les peuples européens doivent refuser ces lois non seulement pour eux, mais aussi pour tous les peuples du monde.

Au niveau mondial, rappelons tout d'abord que le protocole de Carthagène est, depuis 2003, « **le seul traité international** en vigueur qui reconnaît que les OGM sont des organismes non équivalents aux organismes non modifiés par les biotechnologies ».

L'**Alliance pour la Liberté des Semences** a organisé une quinzaine d'actions du 2 au 16 octobre. Dans le même temps avait lieu, en Inde, la **Convention sur la Diversité Biologique**. A cette occasion, Vandana SHIVA, prix Nobel alternatif 1993, **a invité la France à entrer en désobéissance civile** contre l'industrie semencière, « sur les pas de Gandhi ».

En Iran, **des paysans s'organisent pour résister** à la privatisation des semences et préserver la biodiversité.

Aux Etats-Unis la lutte continue... mais c'est encore le combat de David contre Goliath ! D'ailleurs en Californie le **lobbying des industriels** a réussi à faire pencher la balance et le résultat du référendum du 6 novembre est que **les OGM ne seront pas étiquetés dans les aliments en Californie**. Les agriculteurs continuent de réaliser que les OGM ne sont pas la solution miracle à tous leurs problèmes, bien au contraire... Deux d'entre eux sont venus **témoigner à Paris** avec le message suivant : « Les OGM détruiront votre modèle d'agriculture familiale s'ils sont adoptés ! »

Enfin, les africains demandent **l'interdiction des OGM** sur leur continent :

Nous soussignées, organisations de la société civile de l'ensemble du continent africain, appelons par la présente à une interdiction immédiate et totale de la culture, de l'importation et de l'exportation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur le continent africain.

La pétition est à signer ici : <http://www.acbio.org.za/activist/>

Pour prendre de la hauteur

La Mission Agrobioscience, que nous avons déjà citée dans notre dernière lettre, a publié en ligne un **dossier spécial** pour prendre du recul par rapport à tous ces débats technico-scientifiques. Nous vous invitons à y jeter un œil :

Plutôt que d'entrer dans la mêlée, la Mission Agrobiosciences a voulu savoir ce que révèle le nouveau tournant de ce dossier en sollicitant l'analyse de plusieurs spécialistes des univers controversés. Un recul nécessaire pour saisir, au-delà du brouhaha médiatique, combien ce nouvel épisode vient questionner les notions d'indépendance de l'expert comme les procédures d'évaluation du risque, de leur financement à leur contrôle. Des entretiens à découvrir, entre autres choses, dans le dossier d'actu de cette lettre (anticipée) de novembre.

Pour conclure

Comme l'exprime si bien le journaliste Guillaume MALAURIE, « [l'abcès est crevé](#) ». Malgré les critiques qui ont tenté de clouer SERALINI au pilori, son étude a eu le mérite de « [lancer un pavé dans la mare](#) », de « [jeter le trouble](#) ». Le débat est lancé, le processus de remise en question enclenché dans les plus hautes sphères : cinq anciennes ministres (Ségolène ROYAL, Dominique VOYNET, Corinne LEPAGE, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Chantal JOUANNO) ont [demandé une révision des autorisations](#) pour le maïs NK603. Ce sont des avancées non-négligeables, même si la partie est encore [loin d'être gagnée](#) !

Si vous voulez être certains de ne pas manger d'OGM vous pouvez manger bio et vous procurer le « guide des produits avec ou sans OGM » de Greenpeace : <http://guide-ogm.greenpeace.fr/>

Pesticides

Rapport sénatorial

Au Sénat, la Mission Commune d'Information sur les pesticides et leur impact sur la santé a rendu son [rapport](#) le 23 octobre dernier. Dans ce document est clairement dénoncée la [sous-évaluation des risques liés aux pesticides](#). D'où la nécessité de [protéger ceux qui les produisent et les utilisent](#). « Il faut plus de volontarisme et de transparence pour aller vers le risque zéro », [a résumé](#) la sénatrice Nicole BONNEFOY, rapporteur de la mission. « Le rapport préconise de former des agronomes et des entomologistes aux techniques alternatives, comme il insiste sur le besoin d'orienter d'avantage les aides publiques vers l'agriculture biologique », [souligne](#) le sénateur Jean-François HUSSON. De belles paroles qui mériteraient comme d'habitude d'être suivies d'effets... Espérons que la première [campagne télé](#) de communication pour la réduction des pesticides lancée tout récemment sur France télévisions aura au moins un petit impact.



Comme l'écrit très justement la Confédération Paysanne lorsqu'elle demande la « [suspension immédiate des autorisations de l'OGM NK 603 et de l'herbicide Round'up](#) » : « **les paysans n'ont pas pour vocation d'empoisonner les consommateurs, leurs animaux, leurs sols ou les nappes phréatiques** ».

Comment en est-on arrivés au 3^{ème} rang mondial de la consommation de pesticides ? Outre le « problème lancinant des conflits d'intérêts au sein des groupes d'experts qui conseillent les pouvoirs publics sur la toxicité des produits » et l'absence de « règlement interdisant qu'une même personne morale recommande des traitements phytosanitaires et vende les produits permettant de les réaliser », le rapport pointe le rôle presque souvent pervers des coopératives qui ont tout intérêt à faire [perdurer un système vicié](#).

Autres rapports

Un nouveau [rapport](#) de Pesticide Action Network North America (PANNA) indique que « des données scientifiques récentes pointent les pesticides comme un facteur clé de maladies et de troubles infantiles.

Le WWF a présenté un rapport intitulé « [La biodiversité, victime silencieuse des pesticides](#) » portant sur « la santé environnementale et l'absence de volonté politique face au danger encouru par les écosystèmes et l'homme ».

La LPO a elle aussi fait entendre le son de sa voix dans ce concert de réclamations : elle « considère que les sécurités sanitaire et environnementale sont non négociables et exigent des **transformations radicales dans les pratiques des Agences**. L'avenir de la biodiversité comme de la santé humaine sont à ce prix. »

Ces transformations ne sont pas encore à l'œuvre malheureusement : « L'ANSES a rendu le 1^{er} octobre [un avis favorable](#) sur le projet d'arrêté relatif aux conditions d'enrobage des semences par des produits phytopharmaceutiques ». Ces pesticides systémiques ne sont pas la solution pour nous sortir de ce système de dépendance aux intrants.

Et pourtant, des solutions existent...

...même si cela implique

- ✓ des [changements culturels](#) importants
- ✓ du courage politique au niveau fiscalité

« **Appel pour l'arrêt des subventions à la pollution et la mise en place d'une fiscalité française cohérente et écologique** »

D'autant que nous avons toujours plus besoin des abeilles que des OGM et des pesticides, notamment pour [produire du miel plutôt que d'en importer...](#)

Ce n'est personne d'autre que le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Olivier DE SCHUTTER, qui le dit : [l'agriculture industrielle n'est pas l'avenir](#). Et si « l'agro-écologie pouvait nourrir le monde », comme l'affirme Marie-Monique ROBIN dans son dernier film « [Les Moissons du Futur](#) » ?

Eau : consultation sur les futurs SDAGE du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013

Le public est [consulté par les comités de bassin](#) sur la « synthèse provisoire des questions importantes » qui se posent pour la gestion de l'eau, ainsi que sur le « calendrier et le programme de travail » qui précise les modalités d'élaboration ou de mise à jour du SDAGE.

Voir les sites : lesagencesdeleau.fr

Bassin Rhône Méditerranée Corse <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/>

Bassin Seine Normandie : <http://www.eau-seine-normandie.fr/>

Bassin Loire Bretagne <http://www.prenons-soin-de-leau.fr/>

Agriculture bio, alimentation



Le Bhoutan veut devenir le premier pays « 100 % bio »

« Le petit royaume himalayen du Bhoutan, à majorité bouddhiste, connu pour sa quête du *Bonheur National Brut*, voudrait devenir le premier pays au monde à vivre d'une agriculture 100 % biologique. » lacroix.com

Test : et si c'était vous ?!

En France, une ferme disparaît toutes les 50 min. On vous annonce la disparition imminente de la dernière ferme... Quelle est votre réaction ? terredeliens.org

L'agriculture bio à la croisée des chemins

Réflexions sur le livre « *La bio entre business et projet de société* » de Philippe BAQUE (Agone, 2012), par [Régis Poulet](#)
Le livre dirigé par Philippe BAQUE vise à répondre aux questions soulevées par les mutations rapides de l'agriculture biologique, qui a de plus en plus de succès après plusieurs crises sanitaires mondiales. En France, le marché bio est ainsi en forte croissance, alors que les terres cultivées en bio ne le sont pas. La raison en est à trouver du côté des lobbys de l'agroalimentaire qui ont œuvré pour que les gouvernements ne favorisent pas le développement de l'agriculture biologique – à titre de preuve, le budget pour les agro-carburants est 12 fois supérieur en France à celui prévu pour aider les agriculteurs à se convertir au bio. Le dilemme est : faut-il changer l'agriculture pour changer la société ou changer la société pour pouvoir changer l'agriculture ?

L'agriculture bio, un sujet de démocratie économique ?

Julien ADDA, délégué général de la FNAB, témoigne sur reporterre.net

- Vidéos**
- ✓ [Les Moissons du Futur](#), de Marie-Monique ROBIN
 - ✓ [Nourrir le monde avec l'agriculture bio](#), par Jacques CAPLAT
 - ✓ [Norman : militant écologiste](#) (pour sourire un peu)

Les Assises nationales de la Bio du 10 octobre 2012

Les présentations de cette journée sont disponibles sur le [site de l'Agence Bio](#)

Restaurants/traiteurs : l'utilisation de la mention bio est désormais encadrée

Depuis le 1^{er} octobre, [une nouvelle réglementation](#) encadre la restauration bio.

Farines bizarres, huiles, laits végétaux : conseils pour bio-débutants

par La cerise agitée bioconsomacteurs.org

Manger bio en temps de crise, un acte militant

Dans un appel à témoignages, les lecteurs du Monde.fr expliquent pourquoi ils choisissent de manger bio.

Et vous en Bourgogne ?

Pourquoi mangez-vous bio ? ou pas ? Quelles sont vos motivations, contraintes... ? Votre témoignage intéresse BioBourgogne Association, pour le partager avec les producteurs bio locaux et d'autres consommateurs. Pour leur faire part de votre témoignage en Bourgogne, vous pouvez leur écrire à [bba\[at\]biobourgogne.org](mailto:bba[at]biobourgogne.org)

Retrouvez nos actualités sur notre [site internet](#) et notre [page facebook](#)
Pour plus d'informations sur les OGM nous vous recommandons : les sites d'[Inf'OGM](#) et de [Res'OGM info](#), la page facebook [OGM j'en veux pas](#),
Pour les pesticides : le site de [Génération Futures](#), celui de [BIOaddict.fr](#)
Ceux du [Réseau Environnement Santé](#), du [CRIIGEN](#) et de la [Confédération Paysanne](#) sont également de bonnes sources d'information.

Merci au Conseil régional pour son soutien

